

18 janvier 2023

LA CIDSE MET EN GARDE CONTRE LA VIOLENCE ET APPELLE AU DIALOGUE FACE AUX MANIFESTATIONS CITOYENNES AU PÉROU COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Les organisations du réseau de la CIDSE¹ expriment leur profonde inquiétude face à l'augmentation alarmante de la violence et à la détérioration de la situation des droits de l'homme et de l'état de droit au Pérou, face à la grave crise et aux protestations sociales dans le pays suite au départ de l'ancien président Pedro Castillo le 7 décembre 2022.

Le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence et un couvre-feu dans plusieurs régions en réponse aux protestations citoyennes. À ce jour, 50 personnes ont été tuées depuis l'entrée en fonction de Dina Boluarte; dont plusieurs mineurs, la plupart victimes de projectiles d'armes à feu lors d'affrontements avec la police. A ce nombre, s'ajoutent plus de 600 personnes qui ont été blessées, dont des civils et des membres de la police nationale. Dans ce contexte, les manifestants ont exigé, entre autres, la destitution du président Boluarte, la fermeture du Congrès, de nouvelles élections et la nomination d'un gouvernement de transition.

Nous regrettons profondément les morts inacceptables dans le contexte de la protestation citoyenne dans le pays, et nous sommes solidaires avec toutes les victimes, leurs familles, et les personnes blessées et criminalisées.

Nous exprimons notre rejet de tous les actes de violence, des violations des droits humains, ainsi que des atteintes à la sécurité physique et à la vie. Nous condamnons l'utilisation excessive et disproportionnée de la force publique contre les manifestants et les journalistes afin de contrôler les protestations sociales, ce qui n'a fait qu'exacerber les conflits et les tensions.

Nous soutenons l'appel du bureau de la Défense du Peuple, du bureau des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies (ACNUDH), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et des évêques du Pérou, qui demandent instamment aux autorités de mener une enquête rapide, approfondie et impartiale sur les décès, les actes de violence et les violations des droits humains qui ont eu lieu lors des manifestations dans différentes régions. Il est essentiel de garantir la justice et de déterminer les responsabilités de ces graves événements, y compris celles des responsables de l'usage abusif de la force. Nous demandons la création urgente d'une commission d'enquête indépendante.

Nous exigeons la cessation immédiate des violations des droits humains, le respect des normes et des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, desquels le Pérou fait partie, et que des mesures soient prises pour garantir le respect et la protection de la vie, de l'intégrité et des droits humains, en particulier les libertés d'expression, de la presse et de protestation pacifique. Compte tenu de la continuité des mobilisations dans le pays, nous réaffirmons que la protestation pacifique est un droit démocratique fondamental reconnu par les normes nationales et internationales qui doit être respecté, sans stigmatiser et criminaliser la population qui se mobilise. Les demandes de la population reflètent un profond mécontentement accumulé à l'égard des institutions et de la politique du pays et doivent être entendues.

Nous joignons notre voix à l'appel du pape François au dialogue et à la cessation de la violence, ainsi qu'à toutes les initiatives nationales et internationales visant à garantir la vie, la sécurité et la protection des droits de l'homme au Pérou. Nous soutenons la recherche d'une sortie de crise qui mette au-dessus de tout le bien commun et qui cherche des solutions pacifiques et fondées sur le dialogue, où tous les secteurs de la société se sentent représentés.

Contact: Carmen Contreras, CIDSE Communications team, contreras@cidse.org (disponible en anglais et espagnol), www.cidse.org

¹ La CIDSE est un réseau international de 18 organisations catholiques d'Europe et d'Amérique du Nord travaillant dans 120 pays. Depuis des décennies, nous accompagnons les communautés et les organisations au Pérou dans leurs efforts pour construire une société démocratique avec une justice sociale et l'exercice des droits de l'homme.